



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 4495

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Sébastien Chenu.

M. Sébastien Chenu. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Un sujet s'impose, tout particulièrement à l'approche de l'hiver, c'est celui du pouvoir d'achat. Les chiffres disent tout : une hausse de 8,7 % du prix du gaz au 1er septembre et une hausse probable de 10 % en février prochain des tarifs de l'électricité, selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE) ; un carburant à des prix délirants, des hausses de loyer de plus 2 % sur ces cinq dernières années, selon l'INSEE ; des abonnements téléphoniques qui explosent, le prix du timbre qui s'envole et, toujours selon l'INSEE, une hausse du prix des produits alimentaires – particulièrement sensible sur les produits de base comme les pâtes, les œufs, l'huile ou le lait –, qui fait qu'en France la vie est 15 % plus chère que dans les autres pays européens. À cela s'ajoute une taxe foncière qui flambe, elle aussi, et une révision inédite de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : c'est le cas dans ma circonscription, et les élus de la commune d'Hérin peuvent en témoigner.

Tout cela parce que l'État assèche les collectivités. Vos décisions pèsent désormais sur toutes les catégories d'âge, toutes les classes sociales, tous les foyers.

Après la décision de supprimer la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs sous Nicolas Sarkozy, son application sous François Hollande, en refusant, vous, de la rétablir, vous poursuivez finalement la même politique que vos prédécesseurs, et plongez nos retraités dans des difficultés supplémentaires : après le gel des retraites en 2020, vous piétinez la règle de leur indexation sur l'inflation en limitant leur augmentation à 1 % !

Votre quinquennat aura donc été marqué par des attaques incessantes contre le pouvoir d'achat des Français et par un bricolage permanent : aujourd'hui, c'est le chèque pour payer des taxes – bravo, les économistes !

Ma question est simple : comptez-vous un jour prendre au sérieux les problèmes de pouvoir d'achat des Français ? Comptez-vous rétablir la demi-part des veufs et veuves et baisser la TVA à 5,5 % sur les énergies ?

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. J'ai écouté attentivement votre question et constaté une nouvelle fois qu'il n'y avait pas le début d'une proposition pour les Français. Vous passez votre temps à critiquer. Vous dénoncez certaines situations et certaines hausses de prix – sur ce point, nous pourrions nous rejoindre, mais encore faudrait-il que vous fassiez des propositions pour améliorer le quotidien des Français.

Nous, nous faisons plus que des propositions, nous agissons : Je ne vous ai pas entendu parler de la suppression de la taxe d'habitation, dont bénéficient déjà 80 % des Français et, bientôt, la totalité d'entre eux. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Je ne vous ai pas entendu parler de la prime d'activité, de la défiscalisation des heures supplémentaires, de l'exonération des cotisations sociales.

Mme Marie-Christine Verdier-Jouclas. Eh oui !

M. Jean-Paul Lecoq. Et les salaires ?

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. Je ne vous ai pas entendu parler du reste à charge zéro pour les lunettes, les audioprothèses et le dentaire. Ce sont autant d'actions concrètes. Nous étions la semaine dernière dans le Tarn, avec Amélie de Montchalin, les députés Marie-Christine Verdier-Jouclas, Jean Terlier et Muriel Roques-Etienne...

M. Pierre-Henri Dumont. C'était le Débarquement !

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. ...et je peux vous dire que, sur le terrain, quand vous échangez avec des Français qui viennent se faire faire des lunettes sans frais, c'est très concret et ça leur change la vie. Quand vous échangez avec des Français qui ont pu changer de voiture grâce au dispositif de soutien financier institué par ce Gouvernement, c'est très concret. Quand vous rencontrez des fonctionnaires de catégorie C, l'augmentation de leur rémunération est très concrète, et le sera encore plus en janvier, quand la mesure entrera en vigueur.

Les actes sont là ; les chiffres aussi. La réalité, c'est que le pouvoir d'achat a davantage progressé sous ce quinquennat que sous les quinquennats précédents. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Puisque vous avez abondamment cité l'INSEE, je regrette que vous n'ayez pas mis en avant sa dernière étude, qui montre que, contrairement à ce qui a été dit, la pauvreté n'a pas augmenté dans notre pays pendant la crise sanitaire, grâce au « quoi qu'il en coûte » et grâce à l'accompagnement social des Français dans cette crise. Peu de pays peuvent se prévaloir d'une telle situation.

M. Erwan Balanant. Eh oui !

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. Il reste évidemment des difficultés et des Français à accompagner. Croyez bien que nous sommes déterminés à le faire mais, en écoutant votre question, on saisit bien que c'est nous qui avons les solutions, pas vous. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4495

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 novembre 2021](#)